



# Capitalisme : je t'aime, moi non plus.



*« Le capitalisme international et néanmoins individualiste, décadent mais dominant depuis la fin de la guerre, n'est pas une réussite. Il n'est ni intelligent, ni beau, ni juste, ni vertueux, et il ne tient pas ses promesses. En bref, nous ne l'aimons pas et nous commençons à le mépriser. Mais quand nous nous demandons par quoi le remplacer, nous sommes extrêmement perplexes. »<sup>1</sup>*

Cette citation de John Maynard Keynes date de 1933. Près d'un siècle plus tard, nous ne pouvons que partager le constat de l'économiste britannique témoin de la grande dépression des années 1930, connu pour avoir été l'instigateur des politiques de relance de la demande et d'investissement par l'Etat mais aussi ... comme l'un des acteurs principaux des accords de Bretton Woods après la seconde guerre mondiale. Accords, faut-il le rappeler, qui installeront un système monétaire international et des institutions (Banque Mondiale et Fonds Monétaire International en particulier) qui soutiendront le décollage économique et l'opulence du monde occidental au cours des « trente glorieuses » mais maintiendront aussi les économies du Sud entravées.

L'analyse fait suite à celle de Marian de Foy « Capitalisme, la quadrature du cercle » où il s'attache à démontrer les puissantes dynamiques qui animent le système capitaliste : accumulation – exploitation – concurrence et, utilisant la métaphore du cerclage d'une barrique, les mécanismes qui lui permettent de se maintenir. Ici, nous explorons plus en avant ses effets. Certains que l'on pourrait évaluer comme positifs mais toujours assortis d'autres, extrêmement négatifs. Pour ce faire, nous repartons d'une des conséquences intrinsèques de sa dynamique : l'accumulation, donc le profit, entraîne la double nécessité d'extension et de propagation qui dévore tout sur son passage. Pour reprendre la métaphore astrophysique que convoque Jean-Marie Harribey, le capitalisme est un trou noir<sup>2</sup>. Un trou noir est un corps avec en son centre une étoile morte dont l'effondrement gravitationnel engloutit toute matière et tout rayonnement de son voisinage. Après avoir quelque peu approfondi les mécanismes qui génèrent cette dynamique, nous vous proposons de suivre le fil de quatre fuites en avant sur lesquelles le capitalisme – et ses principes de base : accumulation, exploitation, concurrence et innovation - nous entraîne et par lesquelles il nous engloutira : les fuites en avant sociale, écologique, technologique et financière. Enfin, dans le but qu'à sa lecture vous établissiez les liens qui s'imposent, nous soulignons le caractère systémique et interdépendant de ces dérives : chacune renforce les autres, une avancée dans un sens aggrave les autres dans un cercle vicieux.

Quant aux solutions pour remplacer le capitalisme, même si certaines propositions – au contraire de J.M. Keynes – sont loin de nous laisser perplexes – nous préférons laisser la part belle aux débats que nous animerons lors des « Chantiers de l'économie sociale » du 13 octobre 2023 avant de les développer au cours d'une ou... plusieurs analyses à venir.

## La double nécessité d'extension et de propagation

L'analyse « Capitalisme : la quadrature du cercle » nous montre combien le mécanisme d'accumulation s'appuie sur l'exploitation – et donc le taux de profit – qui développe le capital et permet de le réinvestir pour accumuler davantage encore. Ce mécanisme est soutenu par deux dynamiques : la concurrence et l'innovation, chacune pour le meilleur et pour le pire.

Le profit est généré par la production. Production qui se réalise grâce à deux types de capitaux : le capital constant et le capital variable. Le capital constant est la valeur des moyens de production : machines, bâtiments, matières premières, etc. Le capital variable est la valeur de la force de travail mise dans la production : la rémunération des travailleurs qui permet de réaliser la plus-value par la transformation des produits ou la production des services. Et, dans ce système d'accumulation et de concurrence, une entreprise et ses investisseurs ont pour se développer – ou simplement survivre - une stratégie principale : augmenter la production, c'est-à-dire investir dans l'entreprise pour l'étendre en gagnant des parts de marché et/ou en développant des innovations pour gagner en productivité. C'est la logique du « toujours plus – toujours moins cher ». Mais cette logique demande aussi sans cesse du nouveau capital constant à réinvestir dans l'appareil de production et – puisque dans le même temps l'investisseur exige plus de profits – crée une tension sur le capital variable : le travail. Une part sans cesse plus importante de la plus-value du travail est absorbée pour des réinvestissements surtout que les gains en productivité du travail – s'ils ont été impressionnants lors des deux premières révolutions industrielles – ralentissent, en particulier dans les économies fortement tertiariées comme les nôtres.

Dit autrement, le taux de profit se construit sur des investissements qui permettent d'augmenter la productivité du travail mais ce besoin continu en investissements – et l'exigence de profits toujours plus élevée - nécessite de limiter la part consacrée à la rémunération du travail<sup>3</sup>. Nous développerons plus en avant les conséquences de cette dynamique dans la partie « fuite en avant sociale » mais nous voyons clairement apparaître ici, tant la nécessité que la puissance, de la mécanique d'extension du capitalisme. Il a non seulement besoin de main d'œuvre à moindre coût, sans celle renouvelée, mais aussi de nouveaux marchés. Il s'étend donc inexorablement vers de nouvelles zones géographiques en y implantant toutes les activités de production que le secteur des transports le permet.

Dans le même temps – en particulier au cours du dernier siècle et spécifiquement dans le monde occidental, mais pas seulement – les richesses produites se sont accumulées de toutes parts mais aussi la confiance en la monnaie et la croyance en l'avenir – qui se traduisent par ce qu'on nomme communément le crédit<sup>4</sup> - ce double mécanisme augmente sans cesse les capacités d'investissements qui viennent encore alimenter la dynamique productiviste. C'est ce qu'on appelle la croissance. Et, conséquence logique, produire plus implique aussi de consommer plus : il s'agit de créer de nouveaux besoins, souvent artificiels, de les entretenir par les mécanismes de fétichisation de l'objet et la publicité<sup>5</sup>. C'est la mécanique de propagation : créer de nouveaux marchés sur un territoire donné en suscitant de nouveaux besoins ou en grignotant les autres formes d'échanges économiques comme l'économie domestique ou la réciprocité. La propagation du capitalisme est facile à comprendre et à illustrer. Le développement de la société de consommation amène les travailleurs à vouloir bénéficier de nouveaux produits, de nouveaux services, de nouveaux loisirs. Mais notre temps de vie est limité... aussi, l'économie marchande capitaliste nous permet d'assouvir cette soif de nouveauté en consacrant moins de temps aux tâches domestiques : préparation de repas, entretien de la maison, courses, transformation des produits de la nature ou du jardin en nous offrant des plats tout préparés, des courses par internet assorties de livraison à domicile, des aide-ménagères et des robots, des petits-déjeuners embarqués au driving ou dans le hall de la gare, etc. Toutes ces activités qui faisaient partie de l'économie domestique intègrent chaque jour davantage l'économie marchande, ce qui n'est pas sans conséquence sur nos relations humaines ou la dépossession de savoirs et savoir-faire qui nous rendent dépendant du marché. Quant à l'économie de la réciprocité, il suffit de penser à toute l'économie marchande capitaliste qui se développe

autour du vieillissement de la population pour comprendre combien elle prend progressivement la place des services que l'on rendait aux personnes âgées de son entourage... Voir la place du symbolique et du spirituel par l'engagement d'une entreprise privée pour organiser la cérémonie de funérailles d'un de vos proches ou de vous-même. Elle se chargera de rédiger et déclamer un discours à votre place, d'organiser la distribution de « cadeaux du souvenir » ou de donner un bel aspect au corps du défunt, actes qui se posaient dans des logiques de réciprocité ou d'économie domestique jusqu'il y a peu. Et, ne nous leurrions pas, la mécanique de propagation du capitalisme touche également à ce que nous avons en commun que nous les ayons construits au sein de l'Etat ou sous d'autres formes collectives : la santé et l'assurance santé, l'éducation, la culture, etc. sont sans cesse davantage grignotées par le privé et la logique de profits. Logique qui n'a ni morale, ni limite. Le récent scandale des maisons de repos de la chaîne Orpéa qui a mis en évidence des situations de maltraitance et de sous-alimentation des personnes âgées qui y vivaient n'en est qu'un exemple.

Mais, pire encore, la mécanique de propagation s'observe aussi dans les réponses aux problèmes que crée le capitalisme dans nos vies ! Vous êtes fatigué de la vie à courir çà et là, pour répondre la plupart du temps à toutes les injonctions de la société de consommation ? Qu'importe des coachs de vie sont là pour vous remettre en forme et performer encore ! Vous mangez trop et surtout mal à force de vous nourrir avec ce que l'agro-industrie vous sert ? Pas d'inquiétude, l'industrie pharmaceutique et des compléments alimentaires sont là pour y remédier !

Le capitalisme est donc toujours en quête d'espaces à conquérir – qu'il agisse par extension ou par propagation – pour créer de la valeur économique appropriable. Cette dynamique puissante peut à la fois amener bien-être ou mal-développement, santé ou maladie, progrès ou dérives technologiques, mais partout, impossible de le nier encore, avec des conséquences sociales et écologiques mortifères. Car, cette croissance sans fin se réalise dans un monde fini... et ce modèle de développement saccage la planète entière. Que l'on pense au climat, aux pollutions engendrées par l'extraction des métaux rares – ou pas – dont nos appareils de communication, notre mobilité individuelle électrifiée ou les transports ont besoin, aux consommations d'eau démesurées liées aux modes de production agricole intensifs ou de la mode alors que les ressources en eau s'amenuisent, etc. La logique de profit amène les entreprises et les particuliers à sous-estimer, ignorer ou dissimuler les coûts environnementaux et sociaux qui mettent la planète en danger. Le futur est hypothéqué par le présent, au déni du droit à vivre des générations futures et de toutes autres formes de vie qu'humaine.

## La fuite en avant sociale

### Développement humain et ... inégalités

Il est indéniable que le système capitaliste a contribué au développement du bien-être de la majorité de la population des économies occidentales. Pour les pays qui ont subi la colonisation, moteur essentiel de l'essor du capitalisme depuis le 18<sup>ème</sup> siècle, c'est une autre histoire. Chez nous, l'accès du plus grand nombre à l'éducation, la santé, la culture, le logement, à une alimentation en suffisance pourrait nous amener à reconnaître des vertus au capitalisme. Mais, n'oublions jamais que ces acquis sont d'abord le fruit d'intenses luttes sociales dans des contextes de crises économiques ou de guerres qui ont nécessité des plans de relance

économique par les Etats. Thomas Piketty<sup>6</sup> montre que malgré une croissance économique importante aux 18<sup>ème</sup> et 19<sup>ème</sup> siècle, il faudra attendre le dernier tiers du 19<sup>ème</sup> siècle pour voir une hausse significative du pouvoir d'achat des salariés et mais aucune diminution structurelle des inégalités avant la fin de la première guerre mondiale. Au bas mot, il aura fallu plus d'un siècle pour réellement voir une amélioration massive des conditions de vie des travailleurs. L'histoire de la répartition des richesses est d'abord politique et ne peut se résumer à des mécanismes économiques ! Mais, hélas car c'est là que le système nous enferme dans une nasse, ces politiques sociales comme le « New Deal » de Roosevelt aux USA en 1935 ou du pacte social chez nous en 1944 ne sont qu'un partage un peu plus équitable des fruits de la croissance et non une réforme fondamentale du système capitaliste, d'accumulation de la richesse, d'exploitation et de concurrence. Encore moins une remise en question de la propriété de l'appareil de production ou l'application de règles morales de non-profit sur des besoins essentiels comme la nourriture, le logement ou la santé. Nos politiques sociales sont basées sur des mécanismes de redistribution et nécessitent donc ... de la croissance. Bon, soyons de bon compte et reconnaissons que le développement économique et les nombreuses innovations technologiques nous ont amené un confort de vie certain : eau courante, électricité, robots domestiques, amélioration de l'hygiène et de la santé, etc. Et, la spécialisation des tâches nous permet – hélas sans doute pas pour tout le monde - d'exercer un métier que l'on aime sans se préoccuper de notre survie alimentaire liées aux aléas climatiques ou aux divers ravageurs des cultures...

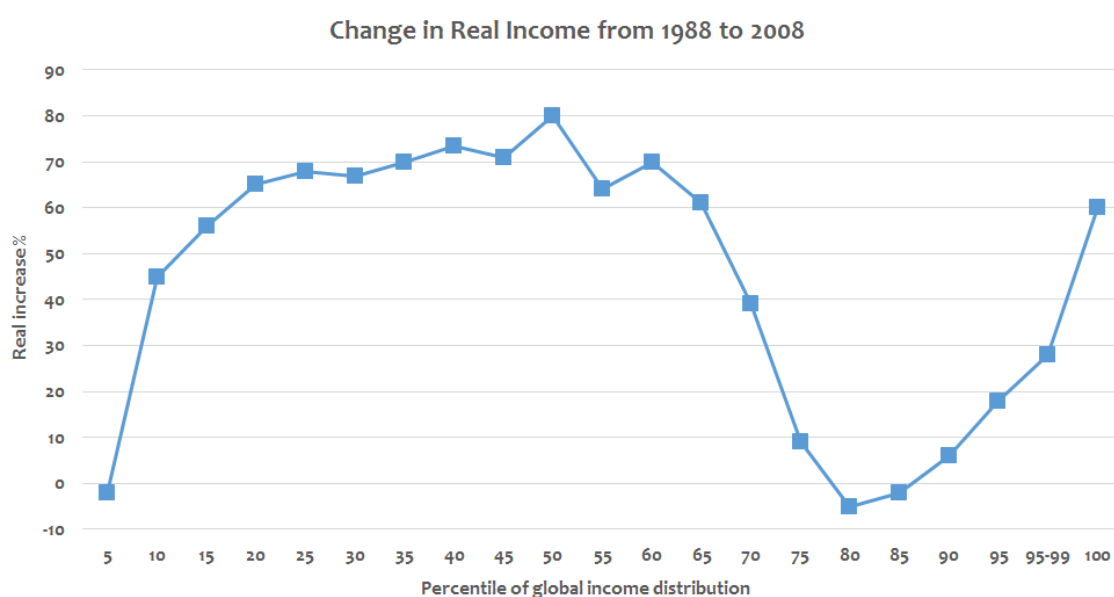
Mais le système se heurte précisément à la logique que nous avons décrite ci-avant : la nécessité de croissance et de réinvestissements continus qui alimente une mécanique d'extension. Au cours des trois dernières décennies, la désindustrialisation de nos régions a battu son plein : de la sidérurgie au textile, en passant par l'imprimerie, tout ce qui était délocalisable pour bénéficier de main d'œuvre meilleure marché l'a été. L'exemple de l'industrie textile illustre cette logique : délocalisée dans un premier temps dans des zones d'Europe du Sud, elle a migré vers l'Afrique du Nord ou le Moyen-Orient en fonction des coûts salariaux. Dans les années 1990, à la faveur de l'ouverture de l'économie de nombreux pays dits « émergents », la migration s'est poursuivie vers l'Asie, particulièrement attractive – outre les faibles salaires – par le peu voire l'absence de réglementation sur les conditions de travail, la faible puissance ou l'interdiction des associations de défense des travailleurs. La délocalisation de l'appareil de production vers des pays où les salaires sont bas et la protection sociale inexistante est une manière efficace de maximiser les profits.

Cette mécanique d'extension reproduit les conditions de travail infrahumaines que nous avons connues dans nos économies au 19<sup>ème</sup> siècle : ateliers de coutures qui ressemblent à des casernes vétustes de béton, sans ventilation, ni sanitaire digne de ce nom, salaire dérisoire et loin d'être suffisant pour entretenir une famille ; exploitations minières plus proche de l'artisanat que de l'industrie où les galeries sont étayées de brique et de broc et ... s'effondrent régulièrement où les travailleurs sont payés au rendement et ne disposent pas d'équipement de protection ; la liste est longue, on pourrait encore y ajouter de nombreuses manufactures de l'usine d'assemblage d'appareils numériques à la fabrication de meubles ; etc. La structure des coûts des produits manufacturés qui sont importés en Europe est édifiante : en matière d'habillement, la part des salaires peut représenter à peine 1/250<sup>ème</sup> du prix de vente ! Selon l'Organisation Internationale du Travail (OIT), en 2007, 3 milliards d'hommes et de femmes avaient un emploi. Mais, près de la moitié de ces travailleurs gagnaient moins de 2 dollars par jour et n'arrivaient pas à subvenir à leurs besoins et à ceux de leur famille. De plus, environ 500 millions de personnes gagnaient moins d'un dollar par jour<sup>7</sup>. L'argument majeur utilisé par les défenseurs du capitalisme est que toutes ces régions vont se développer et que par

« ruissellement » leurs populations bénéficieront des richesses produites, disposeront d'un meilleur confort de vie, d'un meilleur revenu. Le problème c'est que cela ne se vérifie pas sur le terrain... Ce « ruissellement » ressemble bien davantage à une irrigation au « goutte à goutte » qu'à une cascade ! Si le PIB s'accroît, les bénéfices de cette croissance restent majoritairement entre les mains des plus riches et au lieu de s'aplanir, les inégalités sont en hausse. C'est la célèbre « courbe de l'éléphant » (voir encadré)<sup>8</sup>.

### La courbe de l'éléphant

Branco Milanovic est un économiste serbo-américain. Il est spécialiste des questions de pauvreté, d'inégalité dans la répartition des revenus et de politique sociale. Il a analysé les données de 120 pays (OCDE, Asie, Afrique) et illustre les inégalités selon la courbe suivante, connue sous le nom de « courbe de l'éléphant », avec en abscisses, la distribution des individus en fonction de leur revenus (à gauche, les plus pauvres, à droite les plus riches), et en ordonnées, la progression du revenu entre 1988 et 2008.



Elle met en évidence que :

- Les 5% les plus pauvres ont vu leur revenu croître moins vite que le revenu moyen
- Entre les 80<sup>e</sup> et 95<sup>e</sup> percentiles des revenus, leurs titulaires ont également vu leur revenu croître moins vite que le revenu moyen, il s'agit principalement de la classe moyenne des pays de l'OCDE
- Les revenus se situant autour de la médiane des revenus ont vu leur revenu doubler. C'est l'émergence d'une classe moyenne dans les pays aux économies dites « émergentes »
- Le centile le plus riche c'est-à-dire les 1% les plus riches – déjà très riches – ont connu une augmentation de leur revenu de 65%, c'est « la trompe de l'éléphant ». Soulignons que les données récoltées sont essentiellement fiscales, c'est-à-dire déclarées... Il s'agit pour la plupart de personnes vivant dans les pays aux économies dites « avancées » dont la moitié aux Etats-Unis

De manière complémentaire, Thomas Piketty montre la montée des inégalités dans le monde depuis le début de la période du capitalisme néolibéral<sup>9</sup> notamment en pointant combien la part du décile supérieur dans le revenu total a augmenté depuis les années 1980. Selon les pays, elle était comprise entre 26 et 34% en 1980 mais s'élève entre 34 et 56% en 2018. Les rapports sur les inégalités d'Oxfam illustrent clairement la situation :



« Depuis 2020, avec la pandémie et la crise du coût de la vie, 26 000 milliards de dollars (63 %) des nouvelles richesses ont été accaparés par les 1 % les plus riches, alors que le reste de l'humanité n'a reçu que 16 000 milliards de dollars (37 %). Pour chaque dollar de nouvelle richesse mondiale gagné par une personne faisant partie des 90 % les plus pauvres, un-e milliardaire a gagné 1,7 million de dollars. La fortune des milliardaires augmente de 2,7 milliards par jour. Cette hausse spectaculaire vient clore une décennie de profits records durant laquelle le nombre des milliardaires ainsi que leur fortune ont doublé »<sup>10</sup>.

Et, ne nous leurrions pas, les conditions de travail déplorables persistent également chez nous, généralement sous des formes de travail non légales : l'Union européenne estime qu'en 2013, 12% de la main-d'œuvre du secteur privé en Belgique n'était pas déclarée. Elle a participé au PIB dans les années 1992 à 2006 pour une fourchette estimée entre 6 et 20%<sup>11</sup>. Cela ne dit rien bien sûr sur les conditions de travail – hormis bien sûr l'absence de sécurité sociale – ou de salaire mais les témoignages qui remontent de certains secteurs et en particulier par des travailleurs vulnérables comme les « sans-papiers » ou les travailleurs saisonniers sont édifiants<sup>12</sup>. Pensons également à toutes les formes de travail déguisé : stage rémunéré, allocation sociale assortie d'un défrayement comme dans les ALE ou les fameux mini-job allemands, travail des prisonniers, etc. Sans oublier, bien sûr le retour en masse du tâcheronnage<sup>13</sup> à travers le travail via des plates-formes dites collaboratives : livraisons de repas à domicile ou d'achats par internet, taxis VTC, etc.

De manière plus insidieuse, la recherche de productivité pénètre toutes les sphères du travail et dégrade les conditions de travail, y compris dans le travail social. Les choix économiques de ces dernières décennies, en particulier la maîtrise des dépenses des Etats et la compétition entre Etats pour être plus attractifs envers les investisseurs en réduisant notamment impôts et charges sociales, soit les recettes et donc le potentiel de redistribution pour mettre en œuvre des politiques sociales, entraînent nombre de souffrance au travail, de perte de sens qui se traduisent par des désaffections, des burn-out ou des maladies de longue durée.

Bref, malgré les immenses richesses accumulées au cours des derniers siècles, des milliards de personnes ne mangent pas à leur faim, n'ont pas accès à l'eau potable, à la santé ou à un logement digne de ce nom. Si ces inégalités persistent et s'accroissent, c'est que l'un des péchés du capitalisme est justement de chercher le profit maximum.

## Un système liberticide et anti-démocratique avec la complicité des Etats

Sans volonté politique, le système engendre d'innombrables inégalités sociales et crée des conditions de travail – ou de sans travail – qui exploitent et dominent les travailleurs que ce soit dans les économies occidentales ou ailleurs. Nous avons vu que l'histoire de la répartition des richesses est d'abord politique et le fruit d'intenses luttes sociales ou de réactions politiques liées à un besoin de relance de la croissance, de la consommation. Mais, l'inverse est vrai également. La montée des inégalités depuis les années 1970-1980 dans nos pays, la mise en concurrence mondiale qui ne profite pas aux plus pauvres du monde entier sont le résultat d'un retournement politique : la percée fulgurante de l'idéologie néolibérale, dernier avatar du capitalisme, portée en particulier par le tandem Thatcher- Reagan. Ce néolibéralisme mondial a pour objet de créer un environnement propice à l'augmentation des mouvements de capitaux – source d'épargne disponible pour l'investissement – par la dérégulation des marchés, la réduction du rôle de l'État, des dépenses publiques et de la fiscalité (en particulier au bénéfice des entreprises), un contrôle strict de l'évolution de la masse



monétaire pour prévenir les effets inflationnistes, la privatisation des entreprises publiques et l'abaissement du coût du travail<sup>14</sup>. La question est évidemment la liberté de choix démocratique de ces politiques économiques. Malgré les luttes sociales pour les contester ou en atténuer les conséquences – notamment la montée du chômage liée à la désindustrialisation massive – et l'alignement des partis politiques sur cette idéologie soit par adhésion, soit pour éviter à très court terme de plus importants dégâts sociaux encore, il est impossible de tenir un débat de fond sur le choix de politiques économiques au service du plus grand nombre<sup>15</sup>.

Reconnaissons que la question est complexe car elle met clairement en tension l'intérêt collectif et les libertés individuelles. Dans cette tension, le débat de fond est également rendu difficile par une forme de lobotomisation portée par la publicité, la presse et l'effondrement des valeurs collectives au bénéfice de l'individuation. C'est que le consumérisme permet aussi de s'affirmer comme individu et d'afficher son statut social à travers sa voiture, sa maison, ses vacances, etc. Ce faisant, sans toujours s'en rendre compte, on contribue à maintenir l'ordre social établi. Et, le mouvement de fond de ce consumérisme nous éloigne du beau, du sublime au bénéfice du « cheap » et du « prêt à penser ». C'est un véritable désenchantement du monde : au lieu de faire de nous des êtres épanouis, emplis de belles valeurs et de sens, le capitalisme fait de nous des êtres d'avoir et de futilité.

Mais, là où le déficit démocratique est le plus flagrant, alors que la survie même de l'humanité est en jeu, c'est que de nombreuses personnes et organisations sont conscientes des dysfonctionnements du système économique. Elles contestent le système sans cesse plus inégalitaire, dénoncent les dérives environnementales, revendiquent de modifier structurellement les dynamiques économiques basées sur le profit et la croissance sans fin. Mais peu de décisions réellement porteuses d'espoir sont prises par les pouvoirs démocratiques et économiques. Face à l'urgence, certaines – au plan individuel ou collectif – passent à des actions plus musclées : occupation de lieux à protéger (ZAD), manifestations assorties de démontage de tout ou partie de l'appareil productif qu'elles dénoncent, désobéissance civile, etc. Mais l'Etat veille à maintenir l'ordre, à faire respecter la propriété privée – inscrite dans nos Constitutions – même quand il s'agit d'une privatisation de biens communs comme l'eau ou la terre. Lorsque la contestation prend trop d'ampleur, il n'hésite pas à faire intervenir sa police ou son armée. Les récentes luttes contre les méga-bassines en France ou l'occupation de Notre-Dame des Landes sont là pour nous le rappeler. Toutes tentatives d'alternatives sont criminalisées dès qu'elles atteignent une certaine ampleur ou vont à l'encontre des intérêts du capitalisme. Elles sont condamnées à rester dans leur marginalité.

## La fuite en avant écologique

### Une logique mortifère

Il est assez inutile de s'attarder sur les constats... Effondrement de la biodiversité, dérèglement climatique, pollutions majeures par des produits chimiques ou radioactifs, etc. Au point que les possibilités de survie de l'Humanité sont aujourd'hui questionnées. Aujourd'hui ? Non pas vraiment, le rapport « Meadows », intitulé « Les limites à la croissance » date de ... 1972, soit plus de 50 ans ! Dans sa lignée, le concept de limite planétaire a été élaboré par une équipe de chercheur du Stockholm Resilience Centre en 2009 et a été



régulièrement mis à jour. Les limites planétaires sont des seuils à l'échelle mondiale à ne pas dépasser pour que l'humanité puisse vivre dans un écosystème sûr, c'est-à-dire évitant les modifications brutales, non-linéaires, potentiellement catastrophiques et difficilement prévisibles de l'environnement<sup>16</sup>. Neuf limites sont identifiées. En 2022, six de ces neuf limites sont dépassées, dont le réchauffement climatique, l'intégrité de la biosphère (biodiversité), l'occupation des sols, l'eau douce... Le 16 avril 2022, l'United Nations Office for Disaster Risk Reduction (UNDRR) titrait sur son site internet « La perception erronée des risques par l'humanité renverse les progrès mondiaux dans une spirale d'autodestruction »<sup>17</sup>. Il aurait fallu préciser que cette « perception erronée » est largement alimentée par la dissimulation des nuisances et de véritables opérations de désinformation orchestrées par les entreprises capitalistes.

La logique qui mène à ce bien triste tableau est simple, c'est la même que celle que nous avons expliquée pour la fuite en avant sociale : trop n'est jamais assez. Produire davantage permet de gagner davantage et oblige à consommer davantage. Ce qui implique plus de prélèvements et plus de dommages à l'environnement. Certains argumenteront que l'accroissement de la population mondiale à elle seule crée une pression sur les ressources. Sans doute, mais il faut avant tout mettre en perspective la manière dont les activités humaines se déroulent avec les rapports sociaux qu'établissent le capitalisme. Or, les moteurs « profit » et « accumulation » ne s'accommodent pas d'un ralentissement de la croissance ou d'une sobriété dans les besoins.

Du côté des prélèvements, en particulier sur les ressources non-renouvelables mais néanmoins précieuses pour la production, rappelons qu'elles sont par nature des biens communs. Formées à la naissance de la Terre (minéraux) ou au cours de sa vie (pétrole, charbon, eau, etc.) c'est-à-dire à des échelles de temps géologiques, elles sont accaparées et privatisées sans autre forme de négociation qu'une concession passée entre l'Etat qui en dispose et la compagnie qui les exploite. Souvent, à vil prix. Le coût final de la matière n'est composé principalement que des coûts d'extraction et de transformation. Des biens communs bien peu communs... les profits étant captés par les actionnaires et souvent dopés par des spéculations liées à des conflits géopolitiques.

Quant aux dommages à l'environnement ou « externalités négatives » pour utiliser le terme consacré en économie, elles sont sous-estimées, peu ou pas prises en compte pour l'ensemble de leur cycle de vie dans les coûts de production. Mieux, un déplacement des responsabilités du producteur au consommateur est organisé. Qu'il s'agisse de plastique ou de CO<sub>2</sub>, la logique est simple : vous consommez, vous êtes responsable. Sauf qu'en tant que consommateur, on n'a pas de prise sur les décisions quant aux produits, leur emballage ou la manière de consommer, notamment les incitations à consommer. L'industrie capitaliste nous propose ses produits sans qu'on en connaisse toutes les implications sur l'environnement ou la santé. En revanche, quand il s'agit de réparer, nous payons tous ! Prenons un autre exemple, celui de l'extraction minière dont notre économie est friande pour fabriquer des voitures, des éoliennes, des smartphones et ordinateurs ou simplement pour transporter notre électricité et nos données. Dans cette industrie, en particulier dans les pays du Sud, les risques sont largement sous-estimés. Les processus de concentration des minerais consomment énormément de produits chimiques toxiques : acides, bases, solvants, etc. Elle doit donc stocker et – lorsque les Etats où elles interviennent ont élaboré des législations suffisamment contraignantes et disposent des moyens pour les appliquer – purifier d'énormes quantités d'eau polluée. Or, il advient que des pollutions environnementales majeures par rupture de barrages largement et volontairement sous-dimensionnés sont extrêmement fréquentes. C'est que le coût du risque encouru et ses éventuels dédommagements est toujours plus faible que celui d'une conception d'ouvrages et de processus de dépollution

efficaces. Une logique plus vertueuse qui responsabiliserait les entreprises est difficilement imaginable dans le système concurrentiel du capitalisme... et, comme dans la fuite en avant sociale, au moins un Etat est contraignant par ses réglementations environnementales, au plus il est compétitif pour attirer les investisseurs.

Notre rapport à l'énergie et en particulier aux énergies fossiles est particulièrement éclairant<sup>18</sup>. Alors, que nous savons que vivre sur une Terre à + 3 ou 4°C sera infernal, en particulier pour les plus démunis, que des promesses de neutralité carbone sont formulées depuis au moins la COP XXI de Paris (2015) et la mise en œuvre en Europe par un plan de neutralité carbone pour 2050, nos propres banques et multinationales énergétiques continuent d'investir dans l'exploitation de nouveaux gisements pétroliers et dans l'extraction du charbon à coup de dizaines de milliards<sup>19</sup>. S'il y a derrière ces choix des stratégies politiques d'autonomie énergétique, il y a également beaucoup d'intérêts financiers... Et, il est désormais démontré que l'industrie pétrolière en particulier a largement financé les campagnes de désinformation dites de « climatoscepticisme » ainsi qu'un puissant lobbying politique et scientifique qui nous ont fait perdre au minimum 30 ans dans la lutte contre le dérèglement climatique<sup>20</sup>.

Très bien me direz-vous, pourtant des efforts sont fournis pour réguler ces externalités au moyen de taxes ou d'échanges de droits à polluer. Ici encore, le rôle de la régulation politique – donc normalement démocratique – se limite à mettre en œuvre des mécanismes de marché et à vérifier le respect de la concurrence. D'une part, ces mécanismes sont peu opérants, le droit d'émission de CO2 instauré depuis le protocole de Kyoto (en 1997 lors de la COP III) en est un exemple et, d'autre part, transformer les dommages subit en pénalité monétaire conduit inexorablement à une dégradation progressive mais constante de l'environnement. Simplement parce que l'évaluation monétaire est biaisée et non pertinente pour prendre en compte l'avenir à long terme tant les processus de constitution et d'évolution des écosystèmes échappent à tout horizon humain. Et quand bien même il y ait écotaxe ou compensation financière, en quoi remplacent-elle réellement et concrètement la perte subie, en quoi préviennent-elles de nouvelles dégradations ? Comme l'écrit J.M. Harribey<sup>21</sup>, le principe du pollueur-payeur ne peut se substituer au principe de précaution car à lui seul il ne peut conduire à une gestion protectrice de la nature.

Moralité : la fuite en avant écologique aggrave la dynamique de dépassement des limites planétaires et crée une situation d'accaparement des ressources naturelles par les plus riches, les grands groupes financiers ou industriels. Non seulement sur les minerais mais aussi sur les ressources indispensables à la vie : la terre et l'eau. Or, pour les populations les plus pauvres de la planète, l'accès à ces deux ressources est primordial pour assurer leurs moyens de subsistance. Non seulement elles sont dégradées mais les terres les plus fertiles et les ressources en eau sont accaparées par les plus riches. Cette dynamique provoque des crises sociales sans précédent dont on ne mesure pas encore toutes les conséquences : migration massive pour fuir les dérèglements climatiques, les conflits ou les régimes politiques totalitaires engendrés ou soutenus par la quête aux ressources naturelles ou légitimement pour fuir la pauvreté et espérer une vie meilleure. Elle renforce également les égoïsmes nationaux ou de classes. Il est clair qu'au niveau mondial ou local, les plus riches, que ce soit des états ou des personnes, pourront bien plus facilement s'adapter aux bouleversements qui sont déjà présents que les plus pauvres alors que les premiers ont une responsabilité bien plus élevée dans cette situation que les seconds. La fuite en avant écologique se conjugue à la fuite en avant sociale !

## Repeindre le capitalisme en vert ?

Disons-le dès l'introduction, la dynamique de l'accumulation du capital, dirigée par le profit à court terme n'est pas compatible avec la temporalité des évolutions naturelles qui relèvent du long terme. Protéger la planète supposerait de faire primer les rythmes biologiques sur les taux de profit : ne pas pêcher plus de poisson que ne l'autorise le renouvellement des espèces, ne pas consommer plus d'énergie que ce que l'on peut produire de façon renouvelable, ne pas élever plus de bétail que les pâturages et les cultures le permet, etc. Associer capitalisme et écologie est une hérésie. Ou une manière de nous détourner des questions essentielles en nous faisant croire que de nouveaux investissements capitalistes sauveront la planète et que nous dépasserons la crise écologique sans rupture, sans changement. Dans le même esprit que ce que nous soulignons dans la fuite en avant sociale, l'histoire de la répartition des richesses est d'abord politique et ne peut se résumer à des mécanismes économiques. Or ce mariage du capitalisme à l'écologie neutralise la question des rapports sociaux et de l'émancipation, du droit à choisir ce que l'on produit, comment et pourquoi, dans un contexte d'intérêt général et non d'intérêts particuliers !

Prenons le cas de la voiture électrique. A l'évidence nous ne pouvons continuer à produire de telles quantités de CO2 juste pour nous déplacer avec nos voitures à moteur thermique. Le transport routier représente à lui seul environ 30% des émissions de CO2. La promesse du tout électrique ne tient pas la route et certainement pas avec les modèles de voiture qu'on nous présente : pas ou presque de petits modèles accessibles financièrement et peu énergivore. Car, ne nous leurrions pas, une voiture électrique produit également du CO2 et pour sa conception et pour la faire rouler, la hauteur des émissions de cette dernière étant dépendante du mode de production de l'électricité. Or, ces deux paramètres sont intrinsèquement liés au poids de la voiture. Et, la production de batterie – notamment les processus de concentration du nickel, du cobalt et surtout des « terres rares » – est extrêmement polluante pour les terres et pour l'eau. La course à ces nouvelles ressources existe depuis quelques décennies, notamment pour construire les batteries de nos ordinateurs et autres smartphones, mais s'est considérablement accélérée par la promesse du transport routier « tout électrique » et la décision de la Chine de limiter ses exportations (2015) pour privilégier ses filières de transformation et son marché intérieur. Cette course mobilise des fonds d'investissements puissants et se croise avec des enjeux géopolitiques. Alors que la Chine reste le fournisseur principal de « terres rares » (70% du marché mondial et 98% du marché européen) mais aussi leader de leurs transformations en aimants et en batteries, il faut bien se libérer de cette dépendance. Des prospections, voire des exploitations, sont en cours un peu partout sur le continent européen. Le Groenland, la Suède, l'Espagne sont les plus convoités et suscitent partout des tensions sociales entre les entreprises minières, les gouvernements et les populations. En 2021, au Groenland, où l'exploitation de ces minerais est un enjeu lié à son indépendance vis-à-vis du Danemark et, suite à la délivrance de permis d'exploration à plusieurs multinationales minières, un processus de consultation publique sur le gisement de terres rares et d'uranium de Kvanefjeld a déclenché une crise politique qui a provoqué la chute du gouvernement. En France, le 25 septembre dernier, le Président Macron a présenté son plan de planification écologique. Y figure la course aux terres rares et l'alliance entre écologie et capitalisme en défendant une « écologie qui crée de la valeur économique » ! La logique a le mérite d'être limpide. Car, finalement à qui profite cette bifurcation écologique basée sur les « terres rares » ? Soraya Boudia répond à la question : « *Il s'agit d'un marché relativement confidentiel, où évoluent un nombre limité de vendeurs et d'acheteurs et qui est régi par les mêmes règles que celles qui prévalent pour beaucoup de métaux, à savoir des négociations de gré à gré. L'une de ses*

*caractéristiques est qu'il implique un nombre croissant de fonds de pension et de fonds spéculatifs*<sup>22</sup>. Quelques recherches sur internet nous le confirment, on y trouve des fonds spéculatifs tels qu'UBS ; Breakthrough Energy Ventures, le fonds climatique et technologique créé par Bill Gates et regroupant parmi ses investisseurs un panel d'autres milliardaires (tels que Jeff Bezos, Jack Ma, Richard Branson, Michael Bloomberg, etc.) ; Van Eck ; BlackRock (à travers RBC iShare<sup>23</sup>) etc. A travers cet exemple, on décode les principaux péchés du capitalisme : fuite en avant sociale et écologique, déficit démocratique, concentration de richesse et de pouvoir entre les mains des plus riches. Car finalement, le problème de base est celui de la mobilité. Y répondre en laissant le choix entre la peste ou le choléra ne résout pas le problème des limites environnementales de la croissance.

De manière plus globale, sur la promesse de croissance verte, des chercheurs du Bureau européen de l'environnement, une large coalition d'ONG environnementales, démontrent « *qu'il n'existe aucune preuve empirique de l'existence [...] d'un découplage absolu, global, permanent et suffisamment rapide et important entre les pressions environnementales (épuisement des ressources et impact de la pollution) et la croissance économique* »<sup>24</sup>.

Croyance d'autant plus vaine quand on compare les effets – même potentiels – de la logique de croissance verte au développement de la classe moyenne au niveau mondial. Revenons un instant sur notre « courbe de l'éléphant » : elle met en évidence un doublement des revenus se situant autour de la médiane. C'est l'émergence d'une classe moyenne<sup>25</sup> dans les pays aux économies dites « émergentes ». Cette classe moyenne était estimée à 1 milliard d'individus à la fin des années 1980, 2 milliards en 2010 et 3,6 milliards en 2018 et devrait atteindre 5,2 milliards en 2030. Notons que cette croissance exponentielle est principalement située en Chine et en Inde (60%). Nous ne reviendrons pas sur le constat des inégalités que cachent ces chiffres mais questionnons-nous plutôt sur le modèle de développement qui reproduit le style de vie des pays occidentaux et la manière de consommer totalement insoutenable pour l'environnement. Attention, ne nous y trompons pas, il ne s'agit pas de condamner les comportements de cette nouvelle classe moyenne mais bien d'interroger la durabilité de l'ensemble de l'économie dans cette hyperconsommation, nous y compris. Au bas mot, en tenant compte de cette dynamique de croissance de la classe moyenne et de l'augmentation de la population mondiale, nous consommerons entre 3 et 5 fois plus de ressources en 2050 qu'en 2000. Ceci alors que, rappelons-le, six des neuf limites planétaires sont déjà dépassées ! Qui dans ces conditions peut croire en la croissance verte ?

Et, pourtant, il faudra bien investir pour relocaliser, réduire nos consommations – en particulier énergétiques – réutiliser, recycler, etc. et assurer une transition de nos économies, de notre rapport à la nature et aux humains aussi harmonieuse et inclusive que possible.

## La fuite en avant technologique

A l'évidence les grandes innovations des derniers siècles nous ont procuré une évolution sans pareil en matière de confort de vie. La santé est un secteur qui a particulièrement bénéficié des progressions dans la connaissance et des avancées technologiques. Vaccin, imagerie médicale, opérations, prothèses, médicaments et traitements pour des maladies autrefois fortement invalidantes ou fatales, etc. Certes, la

curiosité de l'humain et sa quête de connaissance ont toujours existés mais l'alliance entre innovation et recherche de profits ont boosté cette quête.

Pourtant, il est un moment où cette alliance devient pour le moins cynique. Prenons pour exemple l'agriculture et la santé qui sont étroitement liées. Il y a moins de deux siècles, les conditions de travail dans l'agriculture étaient extrêmement dures et les récoltes liées aux aléas climatiques, aux ravageurs et autres maladies. Pour la plus grande partie des populations, le choix des activités se limitait à l'agriculture, l'industrie et l'artisanat. Mais les produits agricoles étaient sains, plus sains même que le Bio aujourd'hui et l'énergie pour les produire, liées à la traction animale, provenaient exclusivement de ressources renouvelables, produites sur la ferme même... Je ne veux pas tirer un tableau idyllique de cette forme d'organisation du travail et de la production car les carences alimentaires étaient fréquentes, des problèmes de conservation pouvaient survenir, rendant les populations malades ou causant des situations de malnutrition. Aujourd'hui, la fuite en avant technologique nous enferme dans des logiques peu vertueuses : OGM, pesticides, alimentation carencée en vitamines, éléments minéraux et autres acides aminés, malbouffe pour les uns, sous-alimentation pour d'autres. Les dérives de cette agro-industrie amènent nombre de problèmes de santé, notamment l'obésité et les problèmes cardio-vasculaires qui s'ensuivent, des diabètes de type 2, etc. Mais, pas d'inquiétude, l'industrie pharmaceutique est là pour y remédier. Prenons un exemple récent, le groupe danois Novo Nordisk spécialisé dans les traitements du diabète a mis sur le marché une molécule – le GLP-1 ou glucagon-like peptide 1 de son nom commercial Ozempic – qui régule la glycémie mais agit aussi sur le sentiment de faim et de satiété. Le marché est colossal : rien qu'aux Etats-Unis, on estime qu'environ 120 millions de personnes présentent un indice de masse corporelle supérieur à 30. Et, la promesse de gain entraîne une capitalisation boursière sans précédent : Novo Nordisk est passé de 134 milliards d'euros en 2000 à 400 milliards début septembre... Son bénéfice total en 2023 devrait avoisiner les 10 milliards d'euros. Tant mieux me direz-vous si l'on peut réduire les risques d'accident cardiovasculaire majeurs comme les crises cardiaques ou les AVC. Sauf, qu'on ne traite là que les conséquences d'un problème créé par le modèle agricole productiviste et l'industrie agro-alimentaire qui, elle aussi, génère des bénéfices astronomiques et des externalités abyssales ! Surtout, aux Etats-Unis, le coût du traitement avoisine les 10.000 dollars par an et les assurances médicales ne couvrent pas son utilisation pour les patients qui ne souffrent pas de diabète. Certaines personnes réduisent leurs dépenses, s'endettent, voire prennent un second travail pour pouvoir le payer<sup>26</sup>... Une logique économique visant l'épanouissement humain ne devrait-elle pas plutôt s'attaquer aux causes ? Revenir à des systèmes agroécologiques durables et permettre l'accès à une alimentation saine et équilibrée pour tous ?

Dans la fuite en avant technologique figure bien évidemment aussi toutes les astuces pour nous faire consommer toujours davantage : « fausse » innovation pour nous amener à renouveler nos appareils électroniques, obsolescence programmée, création de besoins artificiels... Il n'est pas utile de s'étendre là-dessus, vous les connaissez.

Surtout, la fuite en avant technologique ne produit pas que des « success stories ». Que du contraire ! Dictées par la recherche de productivité sans cesse accrue du travail, les innovations de ces dernières décennies – y compris l'explosion d'internet – ne permettent plus de gains de productivité aussi considérables que par le passé dans les pays de l'OCDE, notamment en lien avec la forte tertiarisation de leur économie. Alors, pour assurer toujours des profits aussi confortables – voire supérieurs – la fuite technologique c'est aussi la création d'univers « dématérialisés » tel le Metavers où vous pouvez, à travers votre avatar, vivre, consommer, prendre

du bon temps et même acheter des maisons luxueuses ou des œuvres d'art qui n'existent pas... Mais peut-on imaginer des taux de profits qui se génèrent indéfiniment en décalage du système productif, comme hors-sol ? L'explosion de la « bulle internet » du début des années 2000 et surtout la crise financière de 2007 démontrent clairement cette impossibilité. Ce qui nous amène naturellement à la dernière partie de l'analyse : la fuite en avant financière.

## La fuite en avant financière

Au niveau mondial, le PIB par habitant a cru vertigineusement au cours des dernières décennies. Il a été multiplié par trois entre 1950 et 2003 alors que pour atteindre la même croissance, il aura fallu près de deux millénaires. Surtout, il n'aura fallu que trois décennies, de 1975 à 2003 pour être multiplié par deux dans les économies occidentales (Europe de l'Ouest, Etats-Unis, Canada, Australie, Nouvelle-Zélande)<sup>27</sup>. Cela s'explique en grande partie par la mondialisation du capitalisme mais aussi et surtout par le fait que la part de l'économie financière est devenue largement prépondérante sur l'économie réelle. Ainsi, François Morin a calculé que les transactions dans l'économie réelle, estimée par le PIB mondial, ne représentait qu'1,6% de l'ensemble des transactions de 2007<sup>28</sup>. En fait, une économie qui génère du profit sur rien ... sauf des promesses.

Si dans sa phase industrielle, le développement du capitalisme reposait sur l'expansion de la production et de la consommation comme nous l'avons expliqué jusqu'ici, la financiarisation de l'économie est toute autre : le capital n'a plus besoin d'être investi dans l'appareil de production pour fructifier, il suffit de le faire circuler en investissant à court terme dans des actifs financiers. Ce décrochage entre économie réelle et financière est ce qu'on appelle la bulle financière. Comment est-ce possible ? Simplement sur la croyance de l'argent, du projet, du revenu potentiel – et non réel – de l'investissement. Exactement comme je vous l'ai expliqué à propos de Novo Nordisk. On croit que la molécule Ozempic va rencontrer un marché inouï et donc on investit dans des actifs financiers pour soutenir Novo Nordisk. Et, bien sûr, ces actions se vendent et s'achètent, chacun étant libre de se retirer en fonction de sa confiance dans la promesse de profit de l'actif financier. Soit, un droit sur un revenu futur mais... hypothétique. La majeure partie de ces revenus sont liés à la spéculation et non à une production réelle, matérielle de biens ou de services. Spéculation également sur des biens essentiels pour les habitants de la planète comme les ressources agricoles, l'eau ou le logement. A nouveau, cette évolution majeure du système économique est liée à des décisions politiques. Principalement, en 1971 la décision de suspendre la convertibilité du dollar en or par Richard Nixon, suivie en 1980 de la libéralisation des taux d'intérêts – qui font que les Etats se financent sur les marchés financiers et non plus en émettant de la monnaie – et enfin, la libre circulation des capitaux.

Les problèmes surviennent évidemment lorsque la promesse ne tient plus et que la bulle financière s'effondre. Elle provoque alors de violentes dévaluations, comme lors de la crise de 2008. Mais qui a été dévalorisé ? Et qui a été sauvé ? Lors de cette crise, sept millions de ménages ont perdu leur maison aux Etats-Unis. Et, s'ils ne l'ont pas perdue, c'est leur patrimoine qui a fondu vu la dévaluation de l'immobilier. Pendant ce temps, les banques ont été renflouées par les Etats. Ce à quoi on a assisté, c'est à une dévalorisation des actifs et des économies des gens au profit des grands groupes financiers et leurs investisseurs qui ont racheté les droits de

propriété des personnes expulsées à bas prix. Le même mécanisme est en œuvre en Chine actuellement avec la spéculation qu'a connue Evergrade dans le secteur du logement. Il faut bien sauver l'économie mondiale...

Dans ce système, c'est dans la capacité d'accaparer des capitaux et de les faire fructifier que découle la puissance des acteurs financiers. Acteurs qui se composent des entreprises de services financiers comme les banques ou les fonds de placement mais aussi des acteurs institutionnels comme les caisses de dépôt, des acteurs privés ou publics comme les fonds de pension. Auxquels s'ajoute bien entendu les agences de notation comme Standard and Poor's ou Moody's qui influencent la valeur des actifs en circulation sur le marché en les évaluant... Les sommes en jeu sont colossales : la multinationale BlackRock, le plus important gestionnaire d'actifs au monde, disposait en 2022 de 8 487 milliards de dollars d'encours ! Outre le poids financier de ces acteurs, il faut s'interroger également sur leur capacité d'influencer les décisions politiques des Etats – en particulier le détricotage des systèmes sociaux ou autres politiques publiques – et leur présence massive dans les assemblées générales des grosses entreprises et donc d'orienter à leur avantage cette économie globalisée.

Pour le dire simplement, ce système de capitalisme financier génère d'inévitables crises économiques et sociales qui enrichissent à chaque fois les plus riches et renforcent leurs pouvoirs. Cette forme de capitalisme est de moins en moins un support à l'innovation comme le capitalisme industriel a pu l'être dans le passé et s'il y a innovations, elles sont bien peu utiles au développement humain, bien au contraire.

## En conclusion

Haut les cœurs ! Comme l'énonçait Antonio Gramsci, « il faut allier le pessimisme de l'intelligence à l'optimisme de la volonté ». Et même si cette analyse vous a plombé le moral, non seulement nous devons être optimistes quant aux solutions mais nous pouvons aussi être optimistes sur le constat : le capitalisme est en panne et nous vivons un moment inédit pour le transformer radicalement !

Sans nous avancer sur les pistes que nous explorerons collectivement lors de l'édition 2023 des « Chantiers de l'Economie Sociale », nous pouvons déjà identifier quelques sources d'inspiration qui nous mobilisent.

Tout d'abord, nous observons un formidable mouvement de remise en question du fonctionnement de l'économie, à la naissance de nombreuses initiatives dans des domaines très variés : santé, logement, alimentation et agriculture, forêts, services aux personnes etc. Ces initiatives, portées bien souvent par une nouvelle génération d'entrepreneurs sociaux ou par des travailleurs qui quittent le monde de l'entreprise privées déçus par ce qu'elles offrent comme travail et surtout ce qu'elles produisent comme impacts sur la société, inventent de nouvelles formes d'entreprises ou de vivre ensemble. Elles marquent une discontinuité dans les rapports sociaux et sont le germe d'une véritable transformation sociale.

Mais, l'émergence de ces multiples innovations sociales sont trop souvent isolées et cherchent à produire des impacts sociaux et/ou environnementaux là où elles agissent avec qui elles agissent. La dimension de réseau et de défense commune d'un autre modèle économique est insuffisamment présente et travaillée pour



provoquer les changements institutionnels nécessaires à un changement d'échelle, à une institutionnalisation positive modifiant le cadre d'action et capable de remettre fondamentalement en question le fonctionnement économique actuel, de proposer un monde ouvrant un nouvel espace de liberté, de responsabilité, de dignité, de respect de l'autre et de la planète. C'est bien la perspective de notre manifeste en proposant de « faire mouvement pour l'économie sociale ».

Pour Saw-b, cela passe par l'impératif de démocratiser l'économie, ou pour citer Polanyi la nécessité de la réencastrer socialement. L'économie et en particulier sa forme marchande, est un fait politique et social, non une science confisquée par des élites qui dirigent le monde et édictent des règles selon le dogme du « tout au marché libre et compétitif ». Elle doit être remise à sa place comme moyen d'épanouissement de l'humain et de toute vie sur Terre et non comme une fin de profit pour quelques-uns. Ce qui signifie aussi le renoncement à la course à une consommation toujours accrue dans laquelle nous sommes tous impliqués. Pour en sortir, il est indispensable de construire collectivement un futur désirable, un imaginaire fertile... et décider démocratiquement de ce qu'il est essentiel ou à l'inverse superflus de produire et comment le produire. Cette simple revendication de démocratie économique ne pourrait-elle pas mobiliser largement ? Ne pourrait-elle pas mettre en marche toutes les forces sociales pour en définir les contours et des revendications communes dont les bases seraient les limites planétaires et la lutte contre les inégalités ?

Reste une question pour le moins cruciale, comment réaliser des investissements massifs, utiles à la transition économique, environnementale et sociale sans être... capitalistes ? Il y a là également nombre de fonctionnements et d'idées reçues qu'il nous faut énoncer, dénoncer et transformer. Restez à l'écoute, on vous reviendra prochainement sur ces sujets !

## **Bibliographie**

Olivier De Schutter, « Changer de boussole, la croissance ne vaincra pas la pauvreté », Les liens qui libèrent, 2023

Jean-Marie Harribey, Le trou noir du capitalisme, Le bord de l'eau, Lormont, 2020

Le Monde Diplomatique (ouvrage collectif), Manuel d'Economie Critique, Hors Série, 2016

Thomas Piketty, Le capital au XXIème siècle, Paris, Seuil, 2013

Thomas Piketty, Capital et idéologie, Paris, Seuil, 2019

---

<sup>1</sup> De l'autosuffisance nationale, John Maynard Keynes, in L'Économie politique 2006/3 (no 31), pages 7 à 18

<sup>2</sup> Le trou noir du capitalisme, Jean-Marie Harribey, Le bord de l'eau, Lormont, 2020

<sup>3</sup> Ainsi, en Europe, pour 100 € de richesses créées en 1980, 68 € allaient aux salariés contre seulement 60 € en 2015. Voir Sophie Piton et Antoine Vatan, « Le partage de la valeur ajoutée : un problème capital », in L'économie Mondiale 2019, La Découverte, collection Repères, Paris, 2018

<sup>4</sup> Hormis bien sûr les crédits hypothécaires qui sont liés à la valeur d'un bien – d'où son hypothèque – les crédits d'affaires sont octroyés par les banques sur la promesse de réussite de l'entreprise. Et la banque ne fait jamais que créer de l'argent en octroyant un crédit avec une limitation bien peu contraignante, variable selon les zones monétaires. En Europe la capacité de prêt des banques est limitée à un ratio de solvabilité au moins égal à 10,5 %. C'est dire que quasi 90% des prêts ne reposent que sur l'imaginaire, sur la confiance en un futur meilleur basé sur la croissance puisque la banque ne détient réellement, en masse monétaire, que 10,5 % de l'argent qu'elle prête. Le reste n'est que création.

<sup>5</sup> Voir à ce propos notre analyse : Hugues De Bolster, « Nos besoins, verrous comportementaux de la transition », Analyse 2021, SAW-B

<sup>6</sup> Thomas Piketty, Le capital au XXIème siècle, Paris, Seuil, 2013

<sup>7</sup> Source : Les Cahiers du Développement Durable : <http://les.cahiers-developpement-durable.be/outils/conditions-de-travail/> consulté le 14 septembre 2023

<sup>8</sup> Source Wikipédia : [https://fr.wikipedia.org/wiki/Branko\\_Milanovi%C4%87](https://fr.wikipedia.org/wiki/Branko_Milanovi%C4%87) consulté le 15/9/22

<sup>9</sup> Thomas Piketty, Capital et idéologie, Paris, Seuil, 2019

<sup>10</sup> Martin-Brehm Christensen, Christian Hallum, Alex Maitland, Quentin Parrinello et Chiara Putaturo, La loi du plus riche, Oxfam International, 2023.

<sup>11</sup> <https://dossiers.lalibre.be/travail-au-noir/> consulté le 14/09/23

<sup>12</sup> Voir à ce propos l'enquête de Tchak : « Saisonniers agricoles, ces forçats que l'on ne veut pas voir ». Disponible en ligne : <https://express.adobe.com/page/za1EcMf5RaE8F/>

<sup>13</sup> Le tâcheronnage est une méthode de rémunération où l'ouvrier – le tâcheron - est payé à la tâche. Au 18ème siècle, avant la révolution industrielle qui a réorganisé profondément la production textile, la majorité des tisserands se composait d'artisans ayant leurs métiers mais ne travaillant qu'à façon pour de gros fabricants. Ils n'étaient pas rémunérés par un salaire mais payés à la pièce produite, à la tâche.

<sup>14</sup> Définition du Monde Diplomatique : <https://www.monde-diplomatique.fr/index/sujet/neoliberalisme> consulté le 20/09/23

<sup>15</sup> Nous n'explorerons pas plus en détail cette thématique de démocratisation des choix économiques ici, elle a été largement investiguée dans deux de nos analyses précédentes. Voir Hugues De Bolster, « Nos besoins, verrous comportementaux de la transition », analyse 2021, SAW-B et « Démocratie à tous les étages » analyse 2023, SAW-B

<sup>16</sup> Voir Wikipédia : [https://fr.wikipedia.org/wiki/Limites\\_plan%C3%A9taires](https://fr.wikipedia.org/wiki/Limites_plan%C3%A9taires), consulté le 20/9/23

---

<sup>17</sup> <https://www.undrr.org/fr/news/la-perception-erronee-des-risques-par-lhumanite-renverse-les-progres-mondiaux-dans-une-spirale> consulté le 20/9/23

<sup>18</sup> Cette dimension du rapport à l'énergie et des émissions de CO2 a été largement développée dans notre étude : Les verrous économiques de la transition, Etude 2020, SAW-B

<sup>19</sup> Voir <https://www.mediapart.fr/journal/france/281119/en-france-les-climatosceptiques-bougent-encore>, consulté le 20/9/23

<sup>20</sup> La plupart des majors de l'industrie pétrolière est concernée : Exxon, BP, Elf, Total. Voir à ce propos : <https://www.novethic.fr/actualite/environnement/climat/isr-rse/climat-total-savait-depuis-un-demi-siecle-et-a-minimise-sciemment-le-danger-150251.html> Consulté le 9 octobre 2023

<sup>21</sup> Ibidem

<sup>22</sup> Soraya Boudia « Quand une crise en cache une autre : la « crise des terres rares » entre géopolitique, finance et dégâts environnementaux » in Critique internationale 2019/4 (N° 85), pages 85 à 103. Lu sur Cairn : <https://www.cairn.info/revue-critique-internationale-2019-4-page-85.htm> le 26/9/23

<sup>23</sup> Royal Bank of Canada. La Banque royale du Canada est la plus importante banque à charte du Canada en matière d'actifs et de capitalisation boursière, et elle est l'une des principales sociétés de services financiers diversifiés en Amérique du Nord. (source Wikipédia)

<sup>24</sup> Cité par Olivier De Schutter, « Changer de boussole, la croissance ne vaincra pas la pauvreté », Les liens qui libèrent, 2023

<sup>25</sup> En utilisant la définition standard de « classe moyenne », c'est-à-dire les individus disposant d'un revenu compris entre 11 et 110 dollars par jour en parité de pouvoir d'achat en 2018. Source : Clàudia Canals « The emergence of the middle class: an emerging-country phenomenon », CaixaBank Research, 2019. Disponible sur : <https://www.caixabankresearch.com/en/economics-markets/labour-market-demographics/emergence-middle-class-emerging-country-phenomenon>

<sup>26</sup> Pour plus d'informations sur le groupe Novo Nordisk et le fabuleux marché de l'Ozempic voir : « L'économie danoise se dope à l'Ozempic », Courrier International n° 1717 du 28 septembre 2023.

<sup>27</sup> Renaud Chartoire, « Croissance, inégalités et convergences », Idées économiques et sociales n° 157, 2009

<sup>28</sup> Voir : <https://blogs.alternatives-economiques.fr/gadrey/2014/09/13/la-finance-pese-t-elle-100-fois-plus-que-l-economie-reelle-10-fois-plus-bien-moins> consulté le 4 octobre 2023

SAW-B

Avec le soutien de



***Ce texte vous parle, nos idées vous interpellent ? C'est le but !***

Cette analyse s'inscrit dans notre démarche de réflexion et de proposition sur des questions qui regardent la société. Si vous voulez réagir ou en discuter avec nous au sein de votre groupe, de votre espace, de votre entreprise, prenons contact. Ensemble, faisons mouvement pour une alternative sociale et économique !

N'hésitez pas à nous contacter : [info@saw-b.be](mailto:info@saw-b.be) ou 071 53 28 30

*À la fois fédération d'associations et d'entreprises d'économie sociale, agence-conseil pour le développement d'entreprises sociales et organisme d'éducation permanente, SAW-B mobilise, interpelle, soutient, et innove pour susciter et accompagner le renouveau des pratiques économiques qu'incarne l'économie sociale. Au quotidien, nous apportons des réponses aux défis de notre époque.*

**Rédaction :** Hugues De Bolster

**Relecture :** Joanne Clotuche et Marian de Foy

**Illustration :** Yakana